

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

22 mars 2011 – N° 216

La vision « allemande » de l'ajustement des pays périphériques de la zone euro peut-elle être correcte ?

La position « allemande » est la suivante : même les pays désindustrialisés de la zone euro ne sont pas condamnés à un déficit courant chronique, donc à l'insolvabilité, en absence de fédéralisme, car ils peuvent :

- *déprécier leur taux de change réel en réduisant leurs coûts salariaux, et attirer des activités industrielles ;*
- *même si l'industrie ne revient pas dans ces pays, car elle ne correspond pas à leurs avantages comparatifs, baisser suffisamment leurs coûts salariaux pour développer les services exportables (tourisme, finance...) ou attirer les retraités des pays plus riches (donc des revenus).*

Nous ne croyons pas du tout à ces possibilités d'ajustement :

- *il faudrait une baisse considérable et insupportable des salaires pour rendre ces pays compétitifs à nouveau pour l'industrie ;*
- *même les pays, où la balance commerciale des services et la balance des revenus est la plus favorable, n'arrivent pas à compenser le déficit des biens s'ils sont désindustrialisés ;*
- *le développement des services exportables (tourisme, immobilier pour les non-résidents...) implique un chômage structurel très élevé pour les salariés qualifiés du pays en l'absence de mobilité internationale du travail ce qui est insupportable.*

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

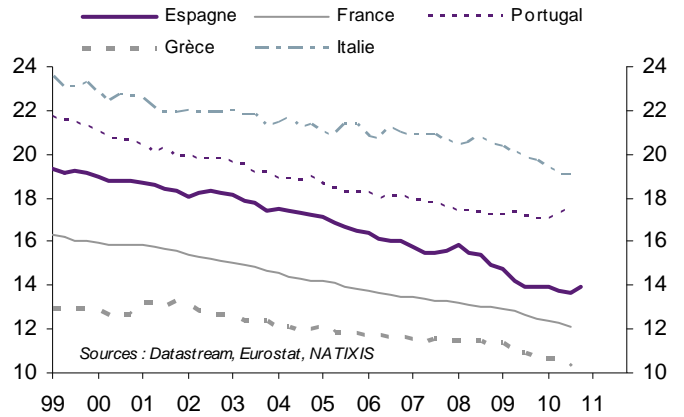
Patrick ARTUS

Notre vue des causes profondes de la crise des dettes souveraines de la zone euro

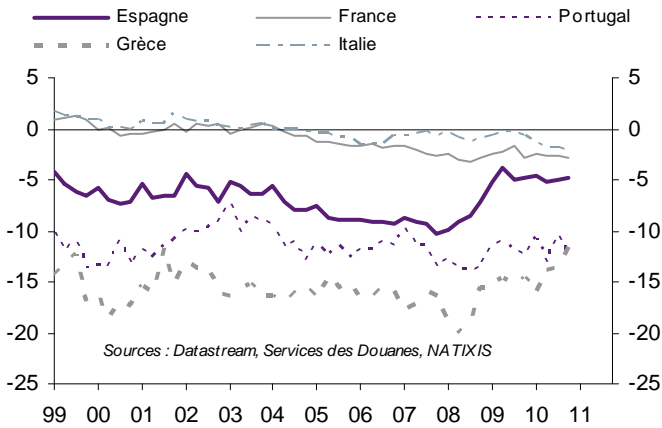
Nous pensons que **le problème de départ est la désindustrialisation de certains pays (graphique 1)** qui fait apparaître un **déficit commercial structurel** pour ces pays (graphiques 2a/b).

Si ces pays ont un déficit commercial structurel, **ils ont un besoin structurel d'endettement** ; depuis la crise, ce besoin d'endettement du secteur privé (graphique 3a) est nécessairement satisfait par **la hausse de l'endettement public (graphique 3b)**.

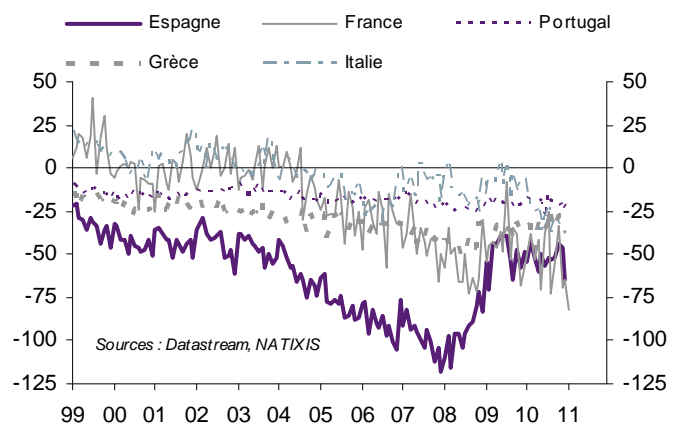
Graphique 1
Emploi manufacturier (en % du total)



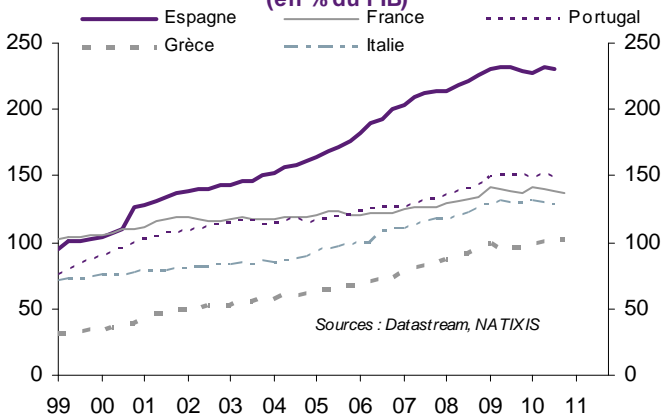
Graphique 2a
Balance commerciale (en % du PIB)



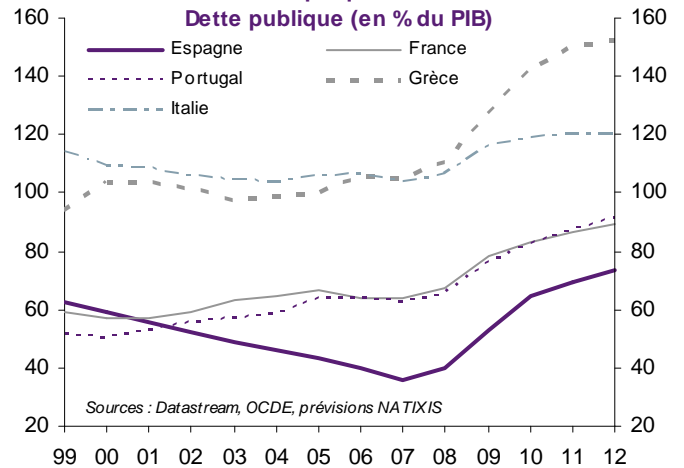
Graphique 2b
Balance commerciale (Mds d'euros par an)



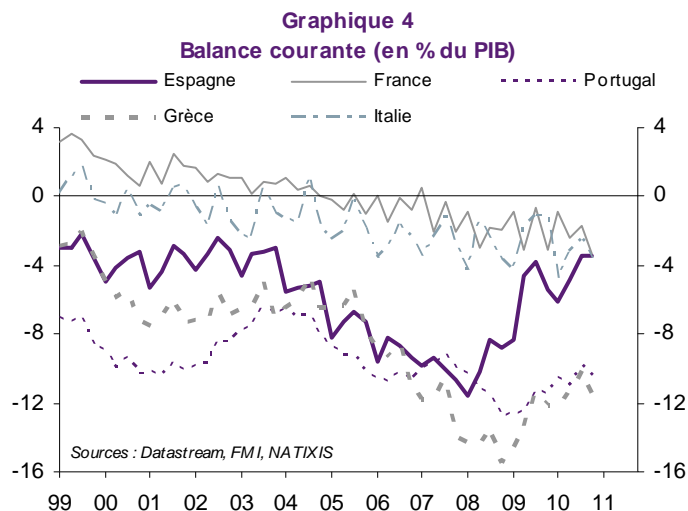
Graphique 3a
Dettes des ménages et entreprises (en % du PIB)



Graphique 3b
Dettes publiques (en % du PIB)



Puisque le déficit extérieur ne peut pas disparaître, en raison de la désindustrialisation, **il est impossible que l'endettement public soit stabilisé. Il y a donc nécessairement insolvabilité et finalement défaut des pays désindustrialisés**, en l'absence de **fédéralisme**. Le fédéralisme impliquerait que des **flux de revenus** des pays de la zone euro ayant des excédents extérieurs vers les pays de la zone euro qui ont des déficits extérieurs, compensent les déficits commerciaux de ces pays **et permettent qu'ils aient une balance courante équilibrée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (graphique 4)**.



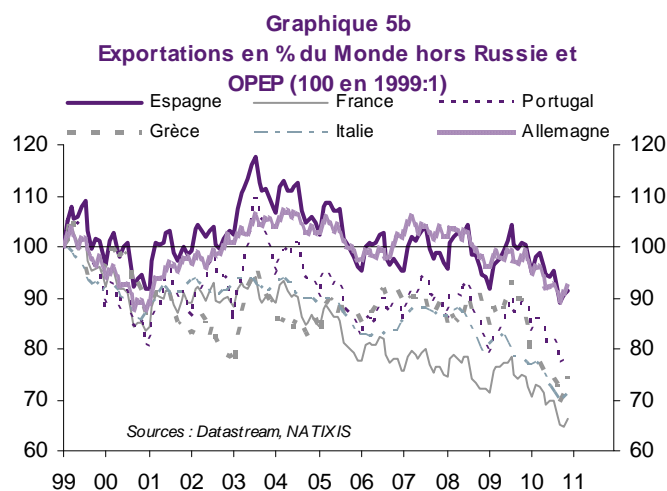
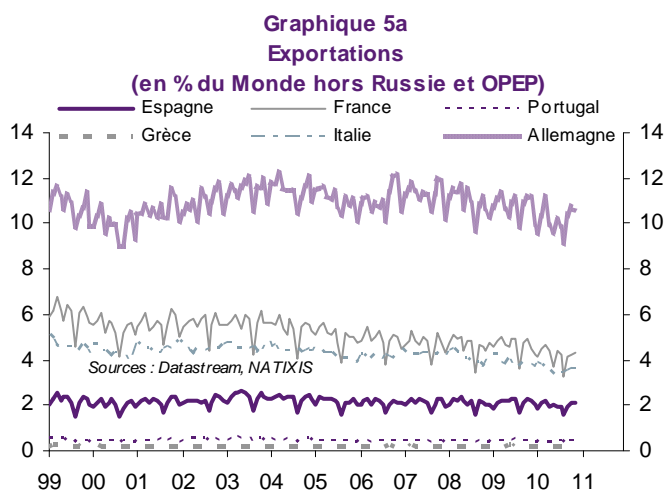
La vue « allemande »
est totalement
différente de la nôtre

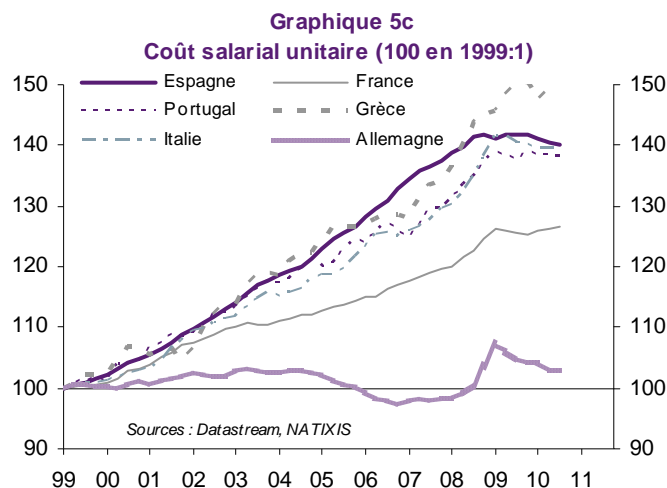
La vue consensuelle en Allemagne est que les pays désindustrialisés de la zone euro ne sont pas condamnés à un déficit structurel de leur balance courante, pour plusieurs raisons.

1 – Ils peuvent se réindustrialiser

Si on compare l'évolution **des parts de marché à l'exportation** des pays désindustrialisés de la zone euro et celles de l'Allemagne (**graphiques 5a/b**) et l'évolution **des coûts salariaux unitaires** de ces pays et de ceux de l'Allemagne (**graphique 5c**), on voit qu'il est raisonnable d'attribuer **une partie des pertes de parts de marché (ou du bas niveau des parts de marché comme en Espagne) à la dégradation de la compétitivité-coût** (nos travaux suggèrent qu'il faut bien regarder les coûts salariaux unitaires dans l'ensemble de l'économie en raison de la consommation de services par l'industrie).

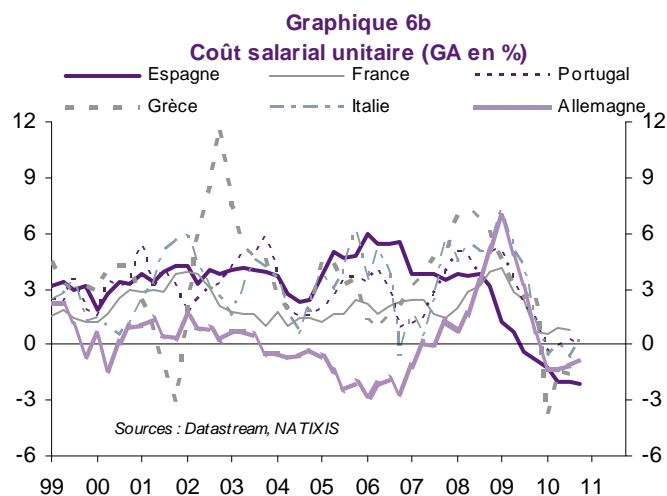
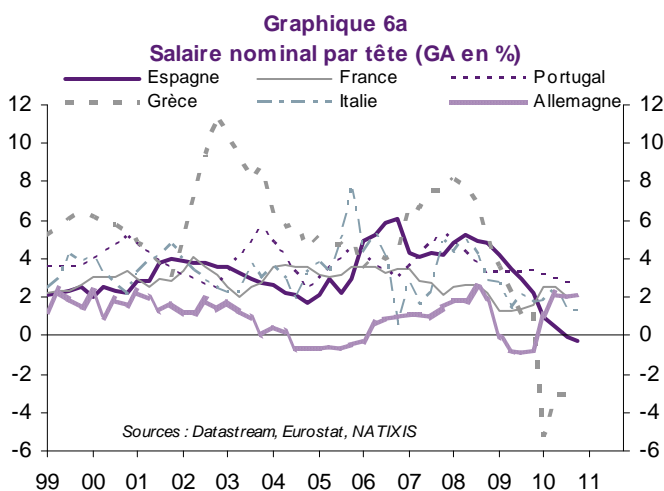
La position allemande consiste donc à dire que ces pays peuvent améliorer leur compétitivité-coût par un ajustement à la baisse des salaires et reconstruire leur industrie.



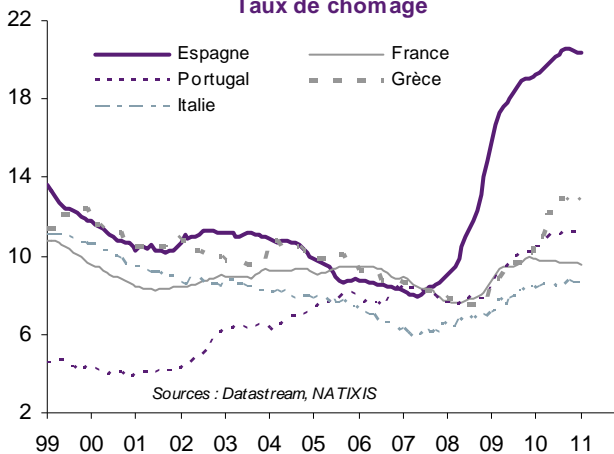


Nous ne croyons pas à cette thèse :

- il prendrait un temps extraordinairement long compte tenu de la faiblesse du rythme de baisse des salaires et des coûts salariaux (graphiques 6a/b) ;
- il faudrait une **réduction très importante** (30 à 40 % environ, voir graphique 5c plus haut) **des coûts salariaux, impossible politiquement et socialement** dans les pays où le taux de chômage est élevé (graphique 7a), où la demande intérieure s'est déjà fortement contractée (graphique 7b) ;
- **la perte de parts de marché des pays périphériques est due aussi à d'autres causes que la dégradation de la compétitivité-coût :**
 - avantages comparatifs des pays (dans une union monétaire, les avantages comparatifs peuvent être exploités et conduisent normalement à ce que l'industrie se localise au centre et les services à la périphérique) ;
 - **insuffisant effort d'innovation de ces pays (tableaux 1a/b)**



Graphique 7a
Taux de chômage



Graphique 7b

Demande intérieure (volume, 100 en 1999:1)

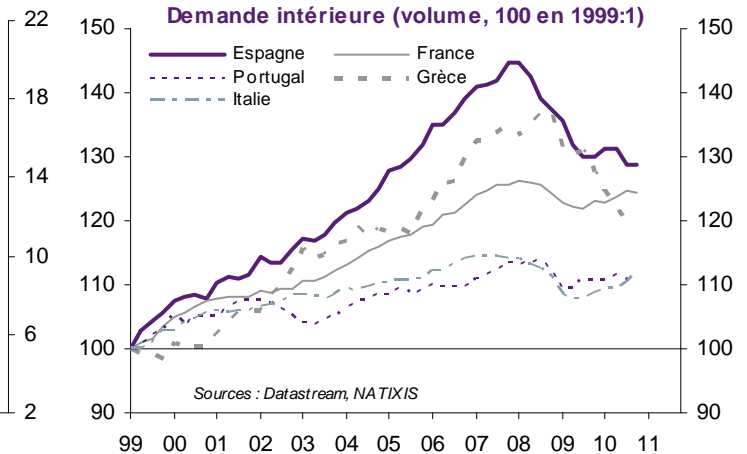


Tableau 1a
Dépenses de R&D totales (en % du PIB)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Espagne	0,99	1,05	1,06	1,12	1,20	1,27	1,35	1,38
France	2,23	2,17	2,15	2,10	2,10	2,04	2,02	2,21
Portugal	0,76	0,74	0,77	0,81	1,02	1,21	1,51	1,66
Grèce	0,57	0,57	0,55	0,59	0,58	0,58	0,58	-
Italie	1,13	1,11	1,10	1,09	1,13	1,18	1,18	1,27
Allemagne	2,49	2,52	2,49	2,49	2,53	2,53	2,60	2,82

Source : OCDE, principaux indicateurs de la science et de la technologie

Tableau 1b
Nombre de brevets triadiques (par million d'habitants)

Pays	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Espagne	4,07	3,91	5,11	5,19	5,25	5,77	5,77
France	38,26	36,40	39,11	38,60	39,31	40,52	39,66
Portugal	0,70	0,90	0,65	1,24	1,03	1,13	0,94
Grèce	0,85	1,13	0,86	1,36	1,24	1,27	1,26
Italie	11,45	12,13	13,32	13,13	13,34	13,16	12,82
Allemagne	74,22	69,42	69,00	70,51	73,67	74,85	73,18

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie 2010

2 – Même si ces pays ne peuvent pas se réindustrialiser, ils peuvent réduire leurs coûts salariaux jusqu'au point où l'excédent commercial des services et les entrées de revenus sont suffisantes.

Le second argument de l'Allemagne consiste à dire que, sans se réindustrialiser, ils peuvent réduire leurs coûts salariaux :

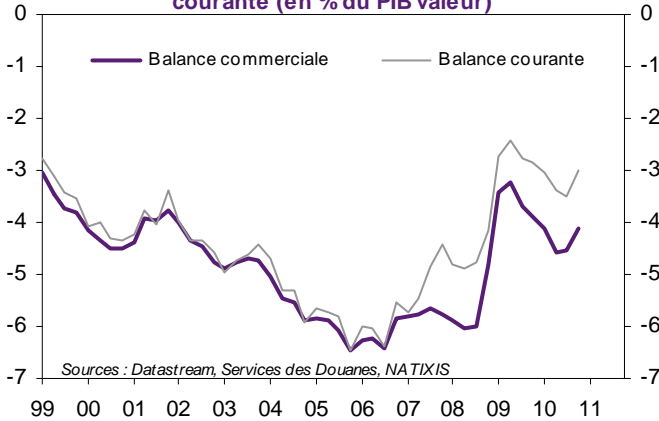
- pour attirer les visiteurs étrangers et accroître l'excédent du tourisme ;
- pour attirer d'autres services exportables (finance, IT...) ;
- pour attirer des étrangers qui vont s'installer dans le pays et y dépenser leurs revenus.

L'idée est donc que l'excédent des services et des échanges de revenus peut compenser le déficit commercial si le pays est suffisamment attractif en termes de coûts.

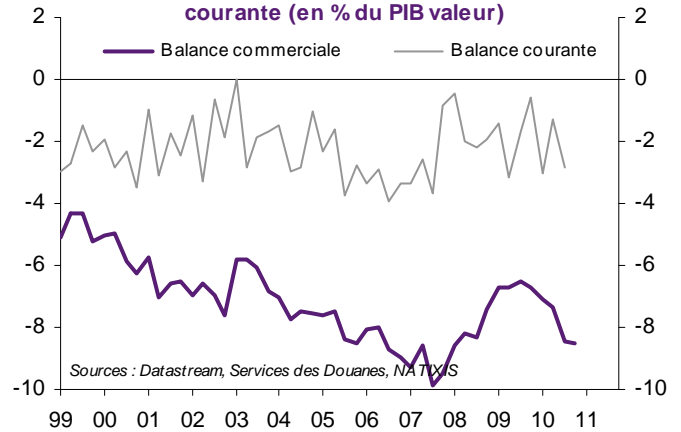
Nous nous demandons d'abord s'il existe des pays ayant des déficits commerciaux et pas de déficit courant.

Les graphiques 8a à 8q montrent que ceci ne se produit, plus ou moins, qu'au Royaume-Uni (exportations de services financiers, de services aux entreprises), au Maroc et en Egypte (tourisme).

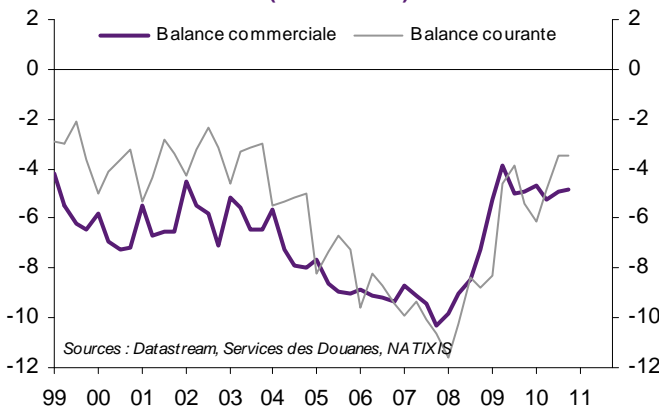
Graphique 8a
Etats-Unis : balance commerciale et balance courante (en % du PIB valeur)



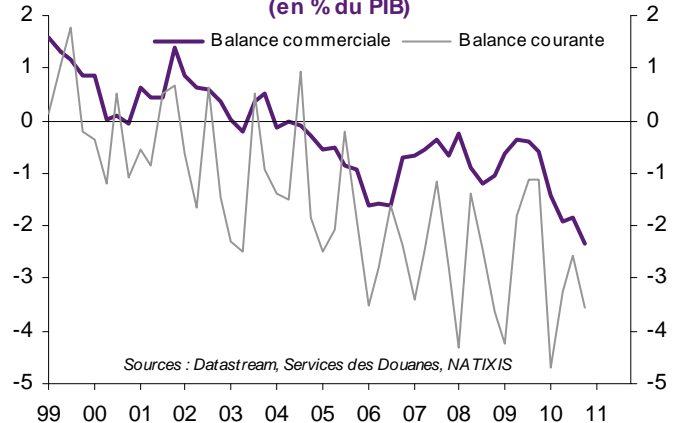
Graphique 8b
Royaume-Uni : balance commerciale et courante (en % du PIB valeur)



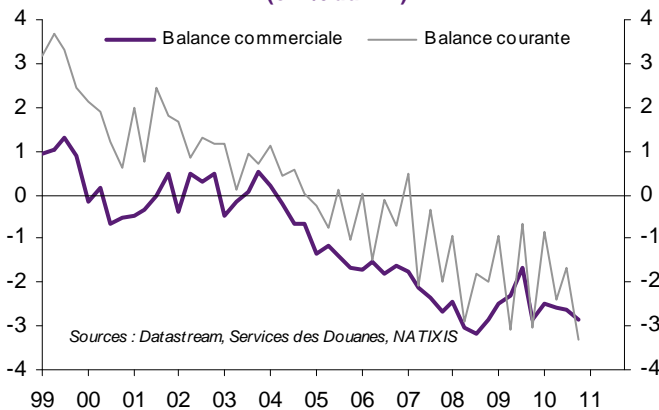
Graphique 8c
Espagne : balance commerciale et courante (en % du PIB)



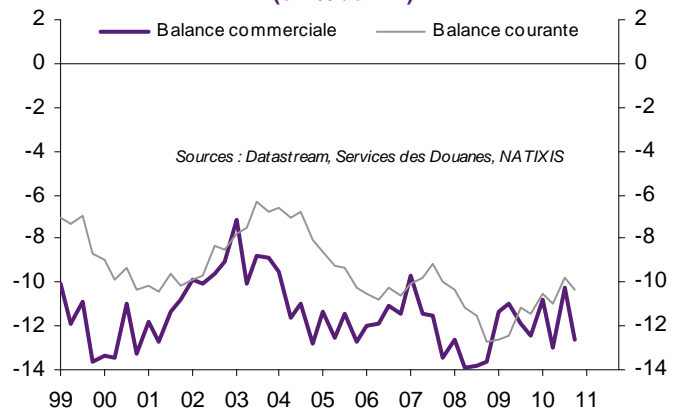
Graphique 8d
Italie : balance commerciale et courante (en % du PIB)



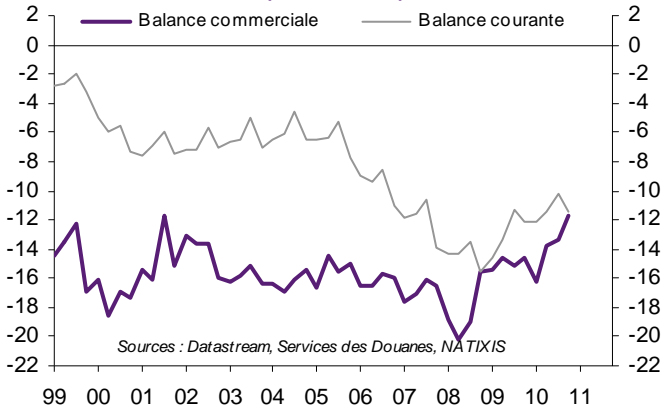
Graphique 8e
France : balance commerciale et courante (en % du PIB)



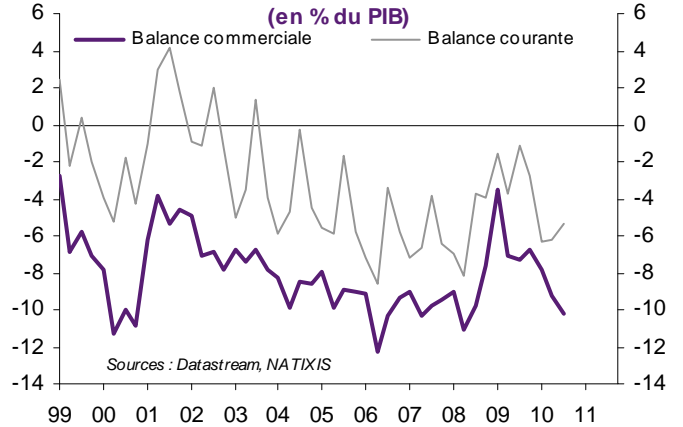
Graphique 8f
Portugal : balance commerciale et courante (en % du PIB)



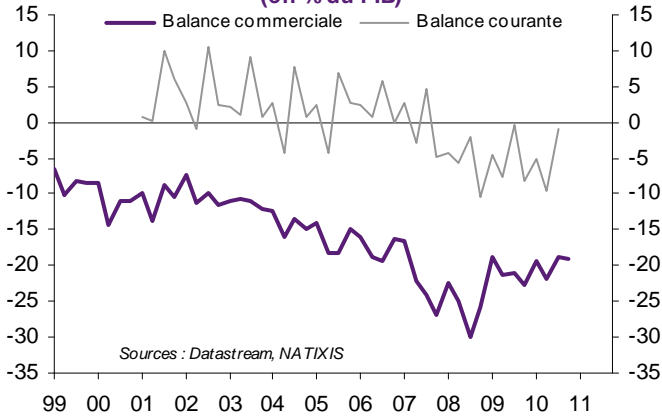
Graphique 8g
Grèce : balance commerciale et courante
(en % du PIB)



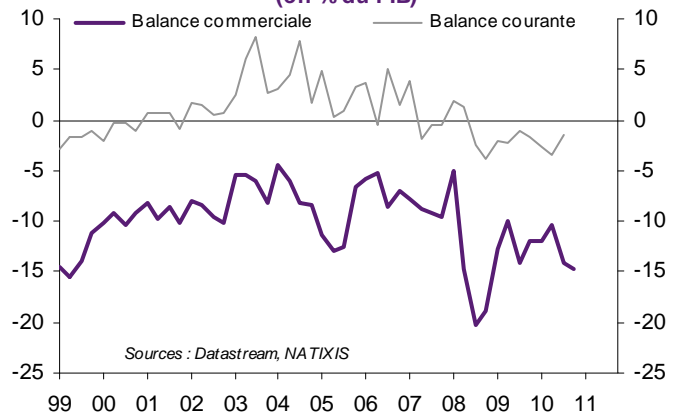
Graphique 8h
Turquie : balance commerciale et courante
(en % du PIB)



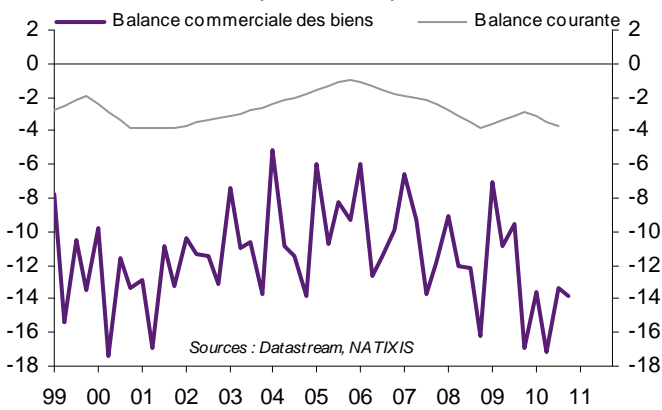
Graphique 8i
Maroc : balance commerciale et courante
(en % du PIB)



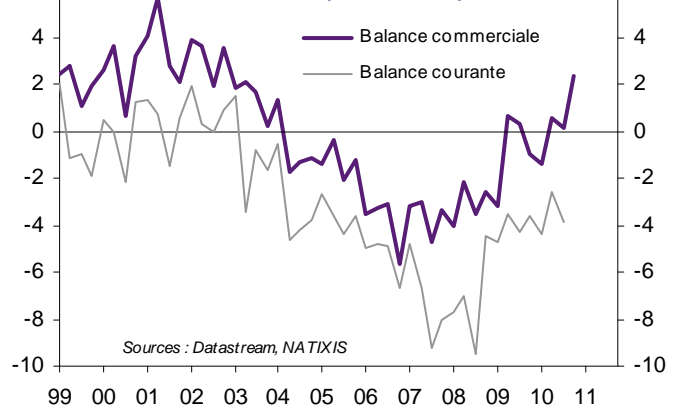
Graphique 8j
Egypte : balance commerciale et courante
(en % du PIB)



Graphique 8k
Tunisie : balance commerciale et courante
(en % du PIB)

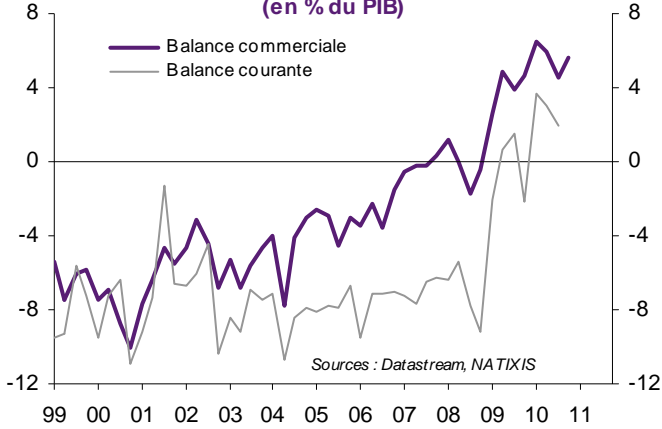


Graphique 8l
Afrique du Sud : balance commerciale et courante
(en % du PIB)



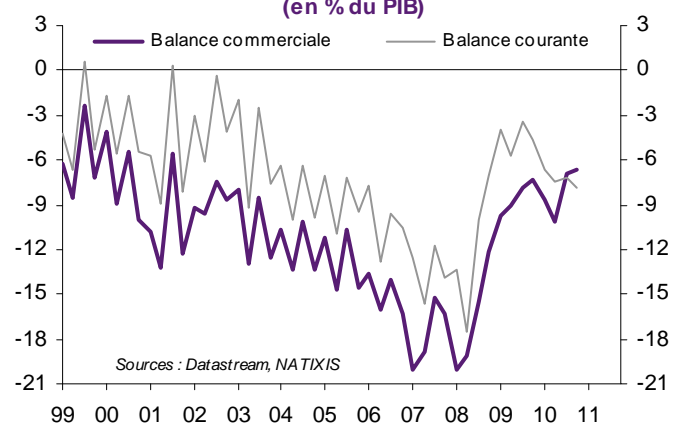
Graphique 8m

Hongrie : balance commerciale et courante (en % du PIB)



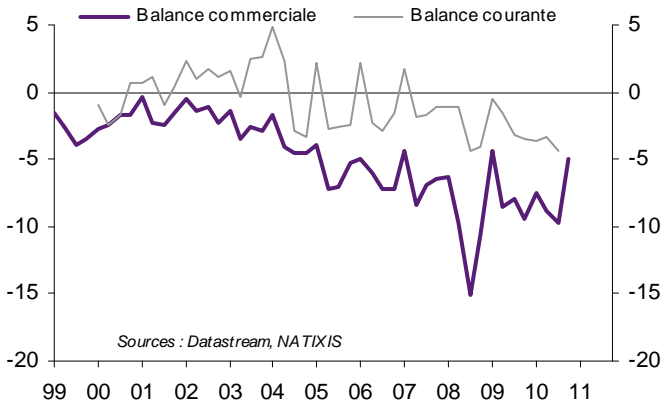
Graphique 8n

Roumanie : balance commerciale et courante (en % du PIB)



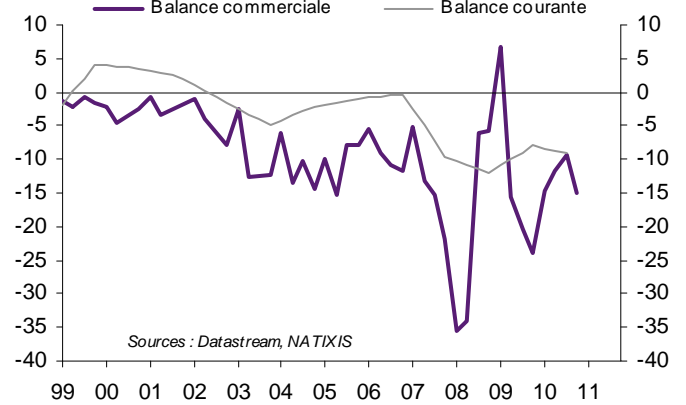
Graphique 8o

Inde : balance commerciale et courante (en % du PIB)



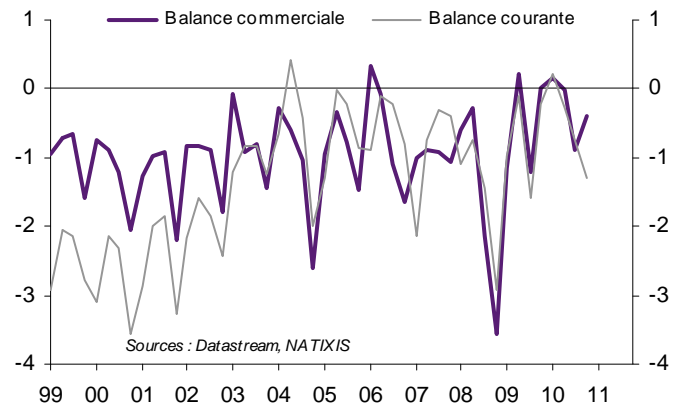
Graphique 8p

Vietnam : balance commerciale et courante (en % du PIB)



Graphique 8q

Mexique : balance commerciale et courante (en % du PIB)

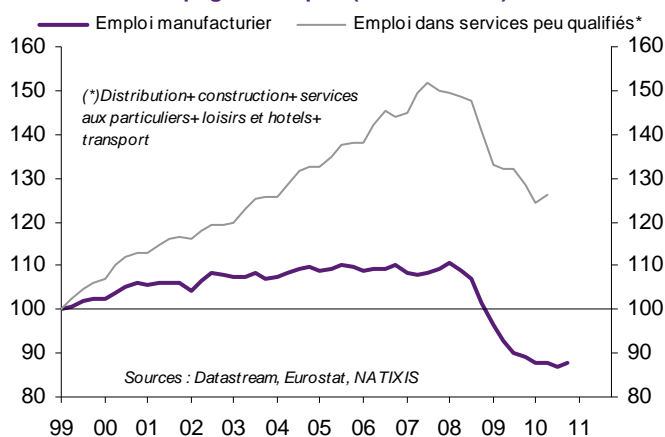


Pour tous les autres pays, le déficit commercial entraine le déficit courant, le secteur des services des services exportables étant de trop petite taille.

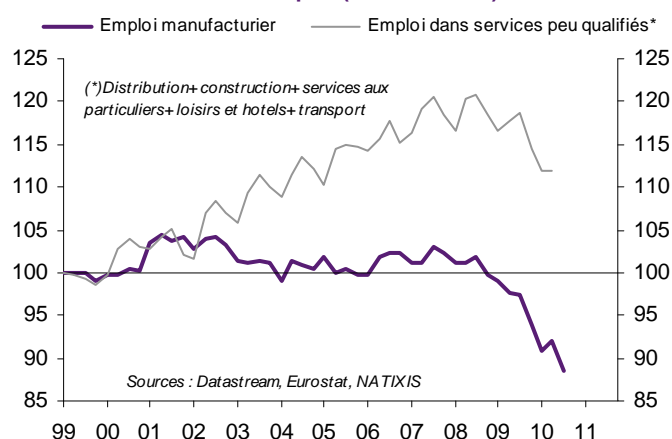
Nous faisons ensuite l'observation suivante : **supposons qu'effectivement un pays arrive à développer fortement le tourisme, les loisirs, l'immobilier et les services aux non-résidents... Il créerait beaucoup d'emplois peu qualifiés, mais aurait un problème de chômage structurel élevé pour les salariés qualifiés en l'absence d'une forte mobilité internationale du travail dans la zone euro.**

Regardons les cas de **l'Espagne, de la Grèce, du Portugal (graphiques 9a/b/c et tableau 2)**. Ces pays ont créé beaucoup d'emplois peu qualifiés et avaient bien jusqu'à la crise des taux de chômage anormalement élevés pour les salariés qualifiés.

Graphique 9a
Espagne : emploi (100 en 1999:1)



Graphique 9b
Grèce : emploi (100 en 1999:1)



Graphique 9c
Portugal : emploi (100 en 1999:1)

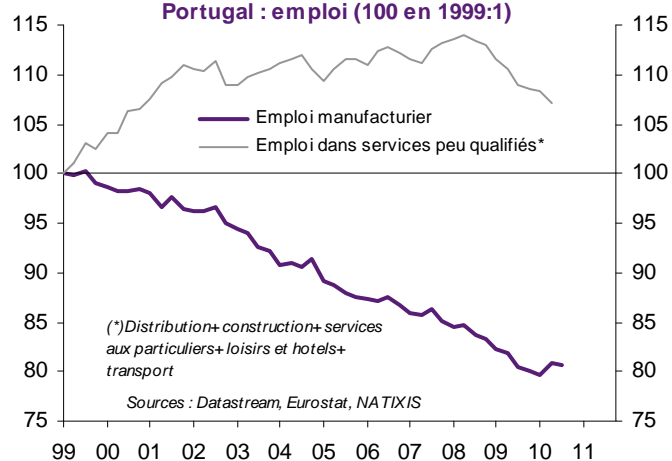


Tableau 2
Taux de chômage par niveau de qualification d'éducation : primaire, secondaire ou supérieure (personnes âgées de 25 à 64 ans)

	Allemagne			France			Italie		
	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur
1998	15,4	10,3	5,5	14,9	9,6	6,6	10,8	8,1	6,9
1999	15,9	8,8	5,0	15,3	9,2	6,1	10,6	7,9	6,9
2000	13,9	8,1	4,2	13,9	7,9	5,1	10,0	7,2	5,9
2001	13,5	8,2	4,2	11,9	6,9	4,8	9,2	6,6	5,3
2002	15,3	9,0	4,5	11,8	6,8	5,2	9,0	6,4	5,3
2003	18	10,2	5,2	10,4	6,6	5,3	8,8	6,1	5,3
2004	20,4	11,2	5,6	10,7	6,7	5,7	8,2	5,4	5,3
2005	20,2	11	5,5	11,1	6,6	5,4	7,8	5,2	5,7
2006	19,9	9,9	4,8	11,0	6,6	5,1	6,9	4,6	4,8
2007	18,0	8,3	3,8	10,2	6,0	4,9	6,3	4,1	4,2
2008	16,5	7,2	3,3	9,8	5,6	4	7,4	4,6	4,3

	Espagne			Grèce			Portugal		
	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur
1998	17,0	15,3	13,1	7,7	10,7	6,8	4,4	5,1	2,8
1999	14,7	12,9	11,1	8,8	11,5	8,0	4,0	4,5	3,1
2000	13,7	10,9	9,5	8,2	11,2	7,5	3,6	3,5	2,7
2001	10,2	8,4	6,9	8,2	10,4	7,2	3,6	3,3	2,8
2002	11,2	9,4	7,7	7,8	10,5	6,8	4,4	4,4	3,9
2003	11,3	9,5	7,7	7,2	10,1	6,5	5,7	5,3	4,9
2004	11	9,4	7,3	8,7	10	7,4	6,4	5,6	4,4
2005	9,3	7,3	6,1	8,3	9,6	7,1	7,5	6,7	5,4
2006	9,0	6,9	5,5	7,2	8,9	6,3	7,6	7,1	5,4
2007	9,0	6,8	4,8	7,0	8,2	6,1	8,0	6,8	6,6
2008	13,2	9,3	5,8	6,8	7,2	5,7	7,6	6,6	5,8

Source: OCDE, perspective pour l'emploi 2010, p315

Synthèse : nous ne croyons pas à la version « allemande » de l'ajustement

La position allemande est qu'un pays désindustrialisé de la zone euro peut équilibrer sa balance courante sans fédéralisme en baissant suffisamment ses coût salariaux pour attirer les entreprises individuelles, développer le tourisme, les services exportables, attirer des étrangers (retraités...) pour qu'ils résident dans le pays.

Nous ne croyons pas à cette thèse :

- l'effort de baisse des coûts est trop important ;
- on ne voit pas d'exemple de succès à cette stratégie ;
- en l'absence d'une forte mobilité internationale du travail, elle conduit à un chômage très élevé, aussi pour les qualifiés.

Nous pensons donc toujours qu'un pays désindustrialisé de la zone euro est insolvable en l'absence de fédéralisme.